

La France, l'avocat des Roumains pour
l'adhésion à l'OTAN et à l'Union européenne.
Quelques opinions sur le discours du Président
Jacques Chirac en Roumanie, 1997

Antoanelă-Paula Mureșan
Faculté d'études européennes
Université Babeș-Bolyai Cluj-Napoca, Roumanie
paula.muresan@euro.ubbcluj.ro



Résumé

Dans le présent article on envisage d'analyser le contenu de l'un des discours de Président Jacques Chirac, lors d'une visite officielle en Roumanie, en 1997. L'analyse nous montre la position que la France assumait sur la scène des relations internationales et les relations qu'elle voulait entretenir, en particulier, avec la Roumanie dans une période de transformations du continent européen. Avocat des Roumains pour leur cause, -adhésion à l'OTAN et à l'Union européenne- la France montre sa solidarité et son appui pour que la Roumanie réalise ses désideratas.

Mots-clés: discours, relations franco-roumaines, Union européenne, OTAN, unité

France, Romanians' advocate for joining NATO and the European Union. Some opinions on President Jacques Chirac's speech in Romania, 1997

Abstract

This paper attempts to analyse the content of one of the discourses that President Jacques Chirac made during a visit to Romania, in 1997. The analysis shows us the position that France assumed on the scene of international relations and the relations that it wanted to cultivate with Romania in a period of transformations of the European continent. Advocate of Romanians for their cause -to be part of NATO and the European Union- France shows its solidarity with and assistance for Romania to fulfill its wishes.

Keywords: discourse, French-Romanian relations, European Union, NATO, unity

La communication politique est un « espace où s'échangent les discours des trois acteurs qui ont la légitimité à s'exprimer publiquement sur la politique et qui sont les hommes politiques, les journalistes et l'opinion publique au travers des sondages » (Wolton, 1989 : 39). Vu de cette perspective, le discours que le Président Jacques Chirac a tenu pendant sa visite en Roumanie, en 1997, devient une communication politique thématique.

Encadrée dans le contexte de l'élection du nouveau Président roumain Emil Constantinescu, la visite à Bucarest de 1997, doit être perçue comme une partie d'un périple de visites dans des pays ex-communistes que le Président français a fait en Pologne, en 1996 et Hongrie, toujours en 1996. Défendeur de la démocratie et avocat fervent de l'intégration dans l'OTAN et l'Union européenne des pays de l'Europe orientale, le Président français transforme ses croyances « dans une démarche que la France appuiera activement » (Lhomel, 2000 : 58). Dans la mémoire collective roumaine, le Président Chirac restera comme l'homme politique qui a soutenu avec ferveur l'adhésion de la Roumanie à L'OTAN pendant le sommet de Madrid, en 1997, mais qui, malheureusement, n'a pas eu de chances. En faisant de la cause de la Roumanie son « dossier politique », Chirac donne l'espoir aux Roumains qu'ils ne sont pas seuls dans leurs efforts et que la France est présente à leurs côtés. En marchant sur « l'idéologie du rassemblement » (Forbes, Hewlett et Nectoux, 2001 : 112) qui devient le thème central de ses discours, le Président est fermement convaincu que l'unité du continent est meilleure que sa division. Grâce à son discours, les Roumains ont identifié la nature de la relation diplomatique que la France a adoptée vers la Roumanie. Les quelques opinions sur le discours du Président Chirac nous aideront à mieux comprendre une réalité franco-roumaine, car le retour à un texte primaire ne fait que mettre à la surface des ressorts au-delà des mots. Tenu dans un cadre solennel, devant les deux chambres du parlement roumain, le discours reçoit une connotation plus mobilisatrice.

Après le salut officiel, le Président Chirac s'excuse pour son retard en expliquant le motif : le dialogue avec le chef d'État roumain, Emil Constantinescu, et avec leurs équipes s'est prolongé car les complications que l'Europe traversait ont nécessité des discussions plus amples, plus profondes, donc leur entretien a été plus long. Par conséquent, il faut noter dès le début la place accordée au Président roumain : le Président Constantinescu est pris pour un partenaire de dialogue du même niveau, bien que la Roumanie ne fût pas partie de l'Union européenne. C'est un statut privilégié que le Président français lui confère en montrant du respect, de la civilité et de l'amitié.

Monsieur le Président du Sénat¹,

Monsieur le Président de la Chambre des Députés,

Mesdames et Messieurs les Députés et Sénateurs,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs,

Un mot d'abord pour demander à tous les représentants du peuple, ici présents, de bien vouloir excuser mon retard. N'y voyez pas, je vous le demande, comme une négligence ou un manque de respect à l'égard des représentants du peuple

roumain. Simplement, nous avions avec le Président Constantinescu et ses principaux collaborateurs des entretiens concernant les relations entre nos deux pays et concernant les problèmes européens qui ont été un peu plus longs que prévus. Mais je vous remercie de votre indulgence. Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président du Sénat, de vous remercier pour vos paroles de bienvenue pleines de chaleur et d'amitié. Elles m'ont touché. Je voudrais, à mon tour, vous dire combien je suis heureux de m'exprimer aujourd'hui devant les deux Chambres réunies du Parlement roumain.

Un sentiment d'émotion le touche car il se trouve dans le même lieu où le Président de Gaulle, en 1968, avait projeté sa vision sur l'Europe. Il amène un éloge au général français car sa vision sur l'Europe s'est avérée juste, correcte. L'unité du continent a été le thème principal de ses discours, en la transformant dans sa croyance politique. Bien que les deux peuples, français et roumain, aient été scindés d'une manière artificielle et stérile, c'est-à-dire d'une manière préfabriquée, arrangée, causée par les décisions injustes de Yalta, ils ont été unis par une amitié remarquable et grâce à cette amitié ils sont devenus des modèles de bonnes pratiques pour une coopération entre l'Europe Occidentale et l'Europe Orientale, en montrant que, toujours unis, toujours solidaires, ils ont été capables de résoudre les problèmes et d'amener la paix et le progrès. Dans une Europe divisée, brisée par des problèmes, il est presque impossible que l'accroissement soit réalisé. Trois ont été les piliers sur lesquels l'Europe a dû se concentrer et auxquels elle a dû réagir pour mettre fin à son involution : trouver des solutions ensemble, agir ensemble pour instaurer la paix et travailler ensemble. L'unité du continent invoquée par le général de Gaulle a été en réalité une mission très difficile à atteindre, car c'était un travail de longue durée, un travail de perspective, qui impliquait une série de facteurs politiques.

A cet honneur s'ajoute l'émotion - c'est le mot vrai - l'émotion de m'adresser, à travers ses représentants, à la nation roumaine dont nous, Français, nous sentons si proches depuis toujours. L'émotion de me retrouver à Bucarest, dans cette capitale où le général de Gaulle, en visite en 1968, livrait sa vision de l'avenir et en appelait à la fin des blocs et à l'union de l'Europe.

Ici même, il y a près de trente ans, le général de Gaulle exhortait la Roumanie et la France à «renouer, disait-il, fraternellement la chaîne des temps, par-dessus les distances», par-delà «l'artificielle et stérile séparation» héritée de Yalta. Nos deux pays, unis par «une exceptionnelle amitié», devaient, je le cite «contribuer à l'émergence d'une Europe où les nations de son Occident, de son Centre et de son Orient, régleraient ensemble leurs problèmes, organiseraient leur sécurité et développeraient en commun leurs ressources et leurs capacités». «Ce que

notre continent, ajoutait-il, attend de Bucarest, de Paris et de toutes les autres capitales, c'est le grand mouvement qui l'unira pour la paix et pour le progrès».

«Hier, disait-il, - j'achèverai la citation, mais je trouve qu'elle a toute son actualité - hier, disait-il, ce fut l'Europe qui, en se déchirant, jeta l'univers au malheur. Aujourd'hui, c'est elle qui, en se rassemblant, peut y établir l'équilibre, assurant partout la paix et le progrès».

Trente ans après, la vision du général de Gaulle prend corps sous nos yeux. Enfin libérée des affrontements idéologiques, notre grande famille européenne se rassemble.

La France fait la preuve que la Roumanie attendait : être présente auprès d'elle, en l'appuyant, en l'aidant pour être capable à adhérer à l'Union européenne. Ce témoignage de soutien est fondé sur une histoire commune justifiée par une amitié longue et ancienne. Avec un lien qui s'appelle « des valeurs culturelles et de civilisation communes », l'amitié a grandi et s'est développée. Quelques traits communs définissent les deux peuples : il s'agit de leurs particularités nationales et de la manière dont ils protègent leur esprit et leur souveraineté.

En cette période cruciale, la France se tient à vos côtés, soutient votre idéal européen, encourage votre volonté de réforme. Elle le fait en raison de notre histoire commune, de nos affinités profondes, de ces liens réciproques de l'esprit, du cœur et de l'action qui, depuis toujours, unissent solidement nos deux pays, quels que soient les circonstances et les aléas de la vie politique.

C'est que notre amitié, ne l'oublions jamais, est ancienne. C'est l'amitié de deux vieilles nations latines, une amitié qui s'est bâtie sur des racines culturelles, sur des valeurs de civilisation communes. Elle s'est nourrie, cette amitié, au long des siècles, de la similitude de nos combats nationaux, de la ressemblance de nos caractères, d'un même attachement à notre liberté et à notre indépendance, et d'une même volonté farouche de préserver notre âme et notre identité.

La Roumanie et la France ont entretenu un intense dialogue à travers les vicissitudes de l'histoire et malgré la chape de plomb qui s'est abattue quarante années durant sur votre pays.

En résumant l'histoire commune de la France et de la Roumanie par des moments cruciaux, -la Révolution française, le règne de Cuza, la première guerre mondiale- Chirac rend un hommage à ses prédécesseurs qui ont dit « présent » lorsque les Roumains ont eu besoin de leur aide. Ce qui a été construit en presque deux siècles sur une base réelle, loyale, sincère ne peut pas se déchirer tout de suite. Les relations franco-roumaines se sont consolidées et les deux peuples sont devenus des partenaires stables. Quand les Roumains ont décidé que c'était le temps de mettre fin au régime du dictateur Ceausescu, la France a choisi d'être, à nouveau, près

d'elle (Corpădean, 2016). La solidarité que la France a montrée dans des moments cruciaux pour la Roumanie n'a fait que consolider leur camaraderie.

C'est tout naturellement vers la France que vos anciennes Principautés se tournèrent quand leur existence était menacée. C'est tout naturellement que les Roumains adoptèrent les idéaux de la Révolution française qu'ils avaient contribué à forger. C'est tout naturellement que, du temps d'Alexandre Cuza, les Roumains, pour s'affranchir et s'unir, comptèrent sur le concours de Napoléon III. Roumains et Français devaient s'engager côte à côte dans le premier conflit mondial et, au prix de dures épreuves, prendre part ensemble à la victoire. Avec l'appui de la République française, la Roumanie enfin rassemblée devait jouer son rôle, tout son rôle, dans l'Europe de l'entre-deux guerres. Par-delà le rideau de fer, nos deux pays se conservaient leur confiance et leur amitié. Aussi, les Français ont-ils espéré et vibré avec vous en cet hiver de 1989 où le peuple roumain devait reprendre courageusement le chemin de la liberté, de la démocratie et recouvrer la pleine disposition de son destin.

En changeant le registre politique, en voulant reprendre le chemin de la démocratie, la Roumanie doit faire partie de l'Europe, du cœur de l'Europe, car sa place est, selon l'opinion du Président Chirac, remarquable. Mais pour faire partie de la grande famille européenne, la Roumanie doit faire des efforts, car dans cette famille il existe des règles à respecter.

Cette aspiration, les Roumains viennent de l'exprimer à nouveau avec force, en même temps qu'ils ont exprimé leur désir d'Europe. Je salue l'attitude exemplaire de tous vos dirigeants politiques et je rends hommage à la digne et démocratique alternance voulue par le peuple roumain qui a prouvé aux yeux du monde qu'il était vraiment un peuple de démocrates. Oui, la Roumanie a tourné la page, elle entend aujourd'hui s'arrimer à l'Europe. Et la France, qui est votre amie de toujours et qui a profondément confiance dans l'âme roumaine, où elle se retrouve, la France soutient résolument les efforts courageux et difficiles entrepris par le peuple roumain pour effacer les stigmates du passé et construire une Roumanie moderne, plus solidaire, plus juste. Une Roumanie qui tiendra toute sa place, une place qui ne peut être qu'éminente, au cœur de l'Europe. La Roumanie et la France doivent participer ensemble à ce mouvement historique. L'enjeu, c'est d'abord la paix et la sécurité. C'est aussi le développement économique et social et l'union politique de l'Europe.

La chute du mur de Berlin a ouvert de nouvelles perspectives pour l'Europe. Mais, en même temps, elle a apporté dans la discussion un problème très pressant : la sécurité en Europe. Métaphoriquement, le Président français invite la France

et la Roumanie à mettre ensemble leurs pierres sur ce chantier de la sécurité. En plus, la France se montre à être plus qu'un partenaire fiable de la Roumanie. La Roumanie doit rejoindre l'OTAN le plus vite possible. Ce désir du Président français a été prononcé à haute voix, il a été assumé dans des capitales qui comptent dans le monde entier : Washington et Londres. Conscient du fait qu'entre les pays de l'Europe doivent exister des relations pacifiques il considère que la Russie doit être amenée, elle aussi, à la table des négociations, car une Europe déchirée, divisée, ne servira à aucun acteur politique.

En s'effondrant en 1989, le mur de Berlin a rendu vie et espoir aux forces de la démocratie et de la liberté. Mais il nous reste encore à construire une véritable architecture européenne de sécurité. C'est l'un des grands chantiers de 1997. La France et la Roumanie doivent y apporter ensemble leurs pierres. Dans cinq mois, le sommet de l'Alliance atlantique se réunira à Madrid. Il doit rénover profondément l'Alliance, en même temps qu'il décidera de l'engagement des négociations d'adhésion avec un certain nombre d'Etats européens candidats. La Roumanie entend être candidat. La France a été la première à soutenir son point de vue et à la soutenir avec force : je souhaite que la Roumanie nous rejoigne dans l'Alliance atlantique au plus tôt, je souhaite qu'elle puisse le faire dès 1999, et je l'affirme ici, à Bucarest, comme je l'ai dit à Washington, à Londres et à Bonn notamment. Préserver le lien transatlantique tout en renforçant, au sein de l'Alliance, l'identité européenne dont l'UEO sera l'instrument militaire ; définir des relations pacifiques et amicales avec tous les pays de notre continent, et notamment avec la grande nation russe : telles sont nos ambitions. Et c'est ainsi qu'ensemble, nous éviterons de créer une nouvelle ligne de fracture sur le continent européen. Tel est le souhait de la France. Telle est la volonté des dirigeants de l'Alliance.

La Roumanie a fait preuve d'être un État mature, digne, civilisé, qui sait traiter avec respect et tolérance ses minorités et voisins. Elle peut être citée comme un exemple de bonnes pratiques en termes de gouvernance, car des personnalités politiques hongroises ont été amenées dans le gouvernement roumain. C'est une chose qui mérite d'être évoquée, et peut être prise comme un exemple de coopération. La décision de l'État roumain de régler les problèmes avec l'Ukraine est aussi digne d'être mentionnée, car deux pays appartenant à une zone ex-communiste qui essaient de réglementer les problèmes de voisinage d'une manière civilisée, c'est un aspect de maturité politique, un aspect essentiel qui assure la paix dans la région. L'Europe fait confiance à un mot-clé : la sécurité.

Pour réussir, cette grande entreprise impose un règlement des contentieux hérités du passé. Et je voudrais saluer avec respect et avec estime les efforts considérables que vous avez engagés en ce sens. Le traité historique, conclu en

septembre dernier entre votre pays et la Hongrie, a mis fin aux querelles liées aux frontières et aux minorités. Quelle meilleure consécration de cet accord que l'entrée dans le gouvernement roumain de personnalités appartenant à la minorité hongroise ! Ce geste a été essentiel pour l'image de votre pays dans le monde d'aujourd'hui, de votre démocratie, et justifie amplement ces prétentions, celles que je rappelais à l'instant, d'entrer parmi les premiers au sein de l'Alliance atlantique. Dans le même esprit, je salue aussi votre volonté de régler vos problèmes avec l'Ukraine. Récemment, en visite à Paris, le Président Kouchma, avec qui j'évoquais ce problème en lui disant combien il était essentiel pour l'Europe de demain de le régler, m'a fait part d'une volonté analogue. Je souhaite que le résultat puisse être le plus rapide possible. Et c'est ensemble que Roumains et Français, dans le prolongement du sommet de Lisbonne, doivent renforcer et développer le rôle de l'Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe, organisation qui offre un cadre privilégié pour la définition d'une conception paneuropéenne de la sécurité.

Pour Chirac, le mot *Europe* est équivalent à la paix, sécurité et prospérité. On doit parler de l'Europe dans ces termes et non en termes de luttes, de querelles. Le Président français a été le premier leader occidental qui a eu une vision globale sur l'Union européenne, pensant que les anciens pays communistes devraient adhérer à la Communauté européenne, une fois que le mur de Berlin est tombé. Son Europe était une Europe inclusive, même si les clivages entre les pays étaient difficiles à surmonter.

L'Europe, - et c'est là l'essentiel, on l'oublie trop souvent dans les vaines querelles qu'on lui fait parfois - l'Europe, c'est la paix et la sécurité. Mais l'Europe c'est aussi le développement économique et le progrès social. C'est, à terme, l'union politique de notre continent enfin rassemblé. En 1989, je fus, je crois, le premier responsable politique occidental à soutenir que la Communauté européenne - que nous appelons aujourd'hui l'Union européenne - devait s'élargir à tous les pays d'Europe centrale et orientale qui retrouveraient, après les années noires, la liberté et la démocratie. Aujourd'hui, et je m'en réjouis, cette vision est partagée par tous les membres de l'Union européenne.

La chose la plus importante de cette Union est le fait qu'elle est ouverte aux autres pays. Par cette ouverture elle montre sa capacité de dialogue, d'acceptante, de volonté, d'intérêt pour les autres. De plus, elle sera une force économique mondiale grâce à sa monnaie unique. Au-delà de l'aspect économique commun, l'Union sera préoccupée d'autres aspects importants pour tous les Européens : la politique étrangère, la sécurité commune, la réforme des institutions européennes. Elle sera attentive aux aspects qui peuvent altérer son unité.

Cette Union, elle se prépare à accueillir les Etats candidats. Elle se prépare à vous accueillir. D'ici deux ans, elle disposera d'une monnaie unique, qui sera l'autre grande monnaie du monde. Elle s'attache à préserver et à développer le modèle social européen, qui seul nous permettra de tirer le meilleur parti de la mondialisation des technologies et des échanges. Elle développe aussi la politique méditerranéenne, à laquelle la Roumanie, nation latine, doit être pleinement associée.

Cette Union est engagée dans une grande réforme institutionnelle, qui doit être conclue lors du Conseil européen d'Amsterdam, en juin prochain. Renforcer la politique étrangère et de sécurité commune ; doter l'Union des moyens de lutter contre les fléaux qui menacent nos sociétés : la criminalité, le terrorisme, la drogue ; rendre nos institutions européennes plus démocratiques, plus efficaces, mieux adaptées à une Europe élargie. Tels sont les objectifs de la Conférence intergouvernementale : car l'Union, comme on le dit dans notre jargon, doit s'approfondir pour pouvoir s'élargir.

La France a un credo politique dont elle ne veut pas abdiquer : les pays candidats doivent être placés sur un pied d'égalité, c'est-à-dire, traiter tous les pays candidats de la même manière, avec les mêmes instruments. En plus, chaque pays candidat connaît lui-même ses réalités internes et le fait que, par accord mutuel, sa date d'adhésion sera fixée - c'est une chose plus que louable. La France est le pays du dialogue. La France aime, cultive le dialogue et le considère l'outil le plus important dans un partenariat. Ainsi, elle veut profiter de ce dialogue pour les pays de l'Union et les pays candidats, en les amenant à la même table. À son avis, la Roumanie a déjà fait son choix en ce qui concerne la route qu'elle prendrait à l'avenir. Elle s'est déclarée en faveur de l'adhésion à l'Union à partir de 1995, quand elle a signé la *Déclaration de Snagov*, document éloquent qui a été assumé par tous les représentants politiques et de la société civile roumaine. Le document a été une étape décisive dans la vie politique de la Roumanie. Après la chute du régime communiste, la Roumanie a fait des efforts considérables du point de vue politique et économique, efforts qui ont été appréciés par le chef d'État français. Bien que la Roumanie soit au commencement de ses réformes, la confiance qu'elle réussira sur le chemin choisi est assumée par le Président Chirac. La France veut se transformer en le défenseur le plus combattant pour la cause de la Roumanie dans les deux structures dans lesquelles elle veut accéder : l'Union européenne et l'OTAN. Le Président donne des garanties au peuple roumain car les intentions de soutien de la part française sont justes, réelles, non-conditionnées. La Roumanie doit faire la preuve que les trois pouvoirs de l'État sont en équilibre et qu'ils se contrôlent entre eux, que l'économie respecte les règles d'un marché capitaliste,

libre, sans l'intervention de l'État et qu'elle respecte l'acquis communautaire. Ce sont les conditions du Traité de Maastricht imposées aux pays candidats sur les trois piliers : politique, économique et social.

Six mois après la conclusion de cette Conférence, les négociations d'élargissement s'engageront. La position de la France a été claire et elle a été finalement adoptée : tous les pays candidats doivent être placés sur un pied d'égalité. Bien sûr, le rythme et l'aboutissement des pourparlers dépendront de toute une série de critères objectifs, dont nous devrons débattre ensemble, avec le concours de la Commission européenne. C'est aussi avec vous que nous fixerons la date la plus propice à votre adhésion. La France, vous le savez, souhaite que cette adhésion puisse intervenir le plus rapidement possible, c'est votre intérêt, c'est l'intérêt de la France et c'est l'intérêt de l'Europe. D'ici là, la France propose qu'une conférence européenne rassemble les pays de l'Union et les pays candidats, offrant ainsi à tous un forum pratique de concertation et de dialogue. Dans ces lieux, Mesdames et Messieurs les Parlementaires, je mesure pleinement l'intensité du mouvement engagé par votre pays pour participer à notre entreprise commune, pour nourrir notre ambition commune. La Roumanie s'est dotée d'institutions démocratiques qui ont fait la preuve de leur efficacité. Elle s'est massivement prononcée pour la poursuite et l'approfondissement des réformes. Elle s'est résolument tournée vers l'Union européenne, à laquelle elle est associée depuis 1993. Ici, l'on ressent profondément le courageux effort voulu par le peuple roumain pour construire une société plus moderne et aussi plus juste, une économie plus ouverte et aussi plus transparente. Et, j'ai confiance, totale confiance dans votre détermination à mener à bien les réformes nécessaires engagées. Vous pouvez compter sur l'appui de la France. Si vous le souhaitez, elle vous apportera tout son concours pour vous permettre de surmonter telles ou telles de vos difficultés. Au sein de l'Union européenne, comme au sein de l'Alliance atlantique, la France veut être votre avocat, votre amical avocat.

En changeant le registre temporel, le Président rend hommage aux personnalités culturelles roumaines qui ont influencé la vie des Français, une fois qu'elles ont immigré en France. La Roumanie et la France ont tous les atouts nécessaires pour devenir des partenaires fiables pour une longue durée : ils ont bâti, cultivé, au cours du temps, des relations sur plusieurs piliers : éducatif, de recherche et culturel. Ionescu, Eliade, Cioran, Tristan Tzara, Brancusi, Brauner, Grigorescu, Enescu sont les hommes de culture qui ont suscité l'admiration et le respect du Président français. De plus, il y en a beaucoup d'autres qui ont fait que les âmes et les coeurs des Français battent avec émotion et vibrent à leurs chefs-d'œuvre. La culture se montre le lien entre les êtres humains et les pays. La culture est capable d'établir des liens indestructibles.

Messieurs les Présidents,

Mesdames et Messieurs,

Ce sont de grandes échéances qui nous attendent. Pour les préparer, je suis venu vous offrir de construire, sur notre exceptionnel capital de confiance et d'amitié, une vraie et forte coopération fraternelle entre nos deux pays.

Pour bâtir ce partenariat, nous avons des atouts : les échanges entre nos grands établissements d'enseignement et de recherche, entre nos grands foyers de création ; la fascination et l'influence réciproques exercées l'un sur l'autre par nos deux cultures ; la présence en France d'une importante communauté roumaine ou d'origine roumaine. Je tiens à saluer, bien sûr, les très grands auteurs, musiciens et artistes roumains qui ont tant apporté dans les domaines de l'imaginaire et de l'esprit, et qui ont nourri la culture de mon pays. On a toujours tort de citer. Ce n'est pas une référence historique, c'est simplement un cri du cœur car il s'agit d'hommes qui m'ont touché. Eugène Ionesco : depuis un demi-siècle, ses pièces demeurent à l'affiche des salles parisiennes et il était pour moi un grand ami. Je pense à ces grands écrivains, Emil Cioran, Mircea Eliade, qui ont, et depuis longtemps, conquis tant de lecteurs en France et d'ailleurs dans toute l'Europe. Je pense à Tristan Tzara, qui fut l'un des pionniers du surréalisme et qui captiva une génération entière d'intellectuels français. Et je pourrai citer, ainsi, beaucoup d'hommes ou de femmes venus de votre pays et qui ont profondément influencé la réflexion, la culture de mon pays.

Je pense à de grands artistes aussi : Brancusi dont je visitais il y a quelques jours le nouveau musée au cœur de Paris, devant le Centre Georges Pompidou et qui était l'atelier de ce maître qui a marqué si profondément de son temps, Brauner et Grigorescu dont les tableaux sont à l'honneur en France, et que je cite parce que je les aime particulièrement. Je pense naturellement au grand compositeur Enescu. Je ne peux bien sûr citer ici, tant ils sont nombreux, tous les créateurs roumains d'hier et d'aujourd'hui mais qui témoignent de cette affinité profonde qui unie nos deux peuples, qui témoignent surtout de cette influence réciproque, décidée des Roumains et des Français dans l'élaboration d'une réflexion ou d'une création commune.

Le revers de la médaille est aussi valable. Les Roumains apprécient les artistes français. Un autre élément qui est un lien, qui crée des ponts entre les deux peuples, est la langue française. Préférée par la plupart des Roumains, la langue française a été, au début des universités roumaines, la langue d'enseignement. Il est bien connu que le français est la langue internationale pour la cuisine, la mode, le théâtre, les arts visuels, la danse et l'architecture. Connaître le français, c'est avoir accès en version originale aux textes d'illustres écrivains et poètes.

Grace à ceci, on peut découvrir un univers culturel inégalable ; le français, c'est la langue des Lumières, c'est la langue des relations internationales. Dans un monde où les pays luttent pour la suprématie, le fait que la Roumanie a un allié de la taille de la France - qui est aussi son partenaire -, c'est une chose remarquable. De plus, les Français sont très fiers de la position détenue par la langue française en Roumanie. C'est un sentiment qui les touche, qui leur fait plaisir et, bien sûr, ils seront reconnaissants pour cela. La Roumanie peut en profiter. À son avis, le dialogue avec le Président Constantinescu est vu comme un dialogue entre des amis qui se respectent, qui se soutiennent et qui sont toujours prêts à s'aider.

Je sais aussi combien les artistes et les écrivains français sont appréciés en Roumanie. Je sais à quel point, des plus hauts dirigeants jusqu'aux enfants des écoles, l'on connaît et l'on aime, ici, la langue française. Près d'un Roumain sur quatre la comprend et la parle. Plus de la moitié des enfants roumains la choisissent comme une première langue étrangère. Dès l'origine, vos universités de Bucarest et Jassy ont enseigné le français à la jeunesse des Principautés. Et aujourd'hui, la Roumanie se trouve tout naturellement au cœur de la grande famille francophone dont elle est l'un des membres les plus actifs, l'un des membres qui l'influence le plus. Les Français y sont profondément sensibles et je tenais à vous exprimer notre reconnaissance. Je souhaite que, dans quelques années, la Roumanie puisse accueillir un Sommet de la francophonie. Ces positions solides de la langue française en Roumanie, nous devons ensemble, et je crois que c'est notre intérêt commun, les préserver et les développer. Car la pratique du français, langue des grandes capitales européennes, et l'une des principales langues de travail des institutions communautaires, sera demain, pour les Roumains qui en ont fait le choix, un précieux atout dans une Europe élargie. Cette entente privilégiée, que je veux privilégier plus encore, nous invite tout naturellement à nourrir et à approfondir notre dialogue politique. Certes, il a toujours été bon, mais un dialogue ne l'est jamais assez. Depuis son élection, j'ai rencontré à trois reprises le Président Constantinescu. Et aujourd'hui, j'ai le plaisir d'être son invité. Dans l'avenir, dirigeants roumains et dirigeants français sont convenus de se rencontrer plus souvent et de se concerter étroitement. Je suis venu en voiture, accompagné du ministre des Affaires étrangères, de quoi avons-nous parlé ? Tout simplement de la manière d'organiser en commun une concertation permanente pour défendre nos intérêts communs, notamment dans le cadre de l'élargissement de l'Alliance atlantique. C'est une discussion qui est difficilement transposable avec d'autres pays et qui témoigne de l'accord spontané qui existe entre nous afin que nous nous soutenions mutuellement.

Le dialogue franco-roumain ne doit pas se limiter au plus haut niveau, c'est-à-dire au niveau des chefs d'État. Il doit avoir une structure pyramidale. Il doit prendre vie sur tous les paliers, mais surtout dans le milieu économique. Le plan économique doit être revitalisé bien qu'il y ait 1600 sociétés mixtes franco-roumaines. Le Président fait appel aux investisseurs français d'accroître leurs investissements en Roumanie, mais la Roumanie doit aussi leur garantir les meilleures conditions de développement. Pour que cela se réalise, on a besoin d'un cadre législative juste, pour que les affaires soient en sûreté.

Ces échanges sont également nombreux à d'autres échelons de la vie politique, parlementaire et municipale. Je me félicite de cette volonté de dialogue entre représentants nationaux et entre représentants locaux. Il faut amplifier ce mouvement. C'est la raison de la présence à mes côtés de plusieurs parlementaires français et notamment des Présidents des groupes d'amitié de l'Assemblée nationale et du Sénat français, auxquels je demande de bien vouloir envisager, ce qu'ils ont déjà fait je crois, avec leurs homologues roumains, un nouvel essor de la coopération entre nos Parlements. Sur le plan économique, la présence de sociétés françaises en Roumanie et de sociétés roumaines en France se développe, c'est vrai, à un rythme élevé. Nous devons atteindre, dans ce domaine, l'intensité et l'excellence de nos relations politiques et culturelles. Il y a sept ans, il nous fallait reconstruire notre partenariat économique. Et nos entreprises ont accompli de considérables efforts. Mais nous devons aller plus loin pour nous préparer à coopérer mieux au sein du marché européen. La France n'est que le cinquième investisseur en Roumanie, elle n'est que son quatrième partenaire commercial : elle ne compte que pour 5 % dans vos échanges. Quant aux 1600 sociétés mixtes franco-roumaines, qui constituent un maillage indispensable au développement de nos activités communes, elles nous placent encore loin derrière d'autres partenaires de la Roumanie, ce n'est pas normal, cela ne correspond pas à nos intérêts communs, ni à la nature des choses. Je demande aux entreprises françaises d'accroître leur contribution au développement de votre pays. La France doit y étoffer sa présence, c'est son intérêt comme c'est le vôtre. Mais il faut aussi que nos entreprises trouvent chez vous un cadre réglementaire et un climat général propres à leur installation et à leur épanouissement. Je m'en suis entretenu avec le Président Constantinescu et j'en parlerai demain au Premier ministre. Je me félicite de la volonté d'ouverture et de l'engagement des dirigeants roumains. Je ferai part de ce message aux hommes d'affaires roumains et français que j'aurai l'honneur de rencontrer demain. Enfin, nous devons élargir le champ de notre coopération. Ce champ est essentiellement économique, nous devons y inclure le domaine social, nous devons y inclure ces phénomènes d'exclusion et de souffrance

auxquels nos sociétés, toutes nos sociétés sont confrontées. Je sais la place qu'occupe cette exigence de solidarité dans le débat en Roumanie et dans le cœur des Roumains. Je sais que vous en avez fait, vous-mêmes, une priorité comme nous.

Il fait référence à un sujet sensible sur lequel il veut faire quelques réflexions. Tout d'abord, il se permet d'aborder le sujet car il se sent entre des amis. Le problème des enfants orphelins, c'est un problème que les autorités roumaines doivent résoudre, mais la Roumanie doit savoir que la France est un ami fiable, près à l'aider, et que l'Union européenne donnera aussi son concours. Il s'agit de montrer son humanité, d'aider des enfants qui n'ont aucune perspective s'ils sont abandonnés par l'État. Un État qui ne s'intéresse pas à ses citoyens est un État incapable. La France montre sa solidarité à l'égard de ce sujet, en envoyant des spécialistes pour travailler ensemble avec les Roumains. Au-delà d'une implication politique, économique ou culturelle, le côté social est très important. Par conséquent, la France a dit « oui » à cette démarche.

Permettez-moi d'évoquer, et d'évoquer bien sûr en ami, comme je souhaite que vous évoquiez avec moi les problèmes que la France connaît, ce problème douloureux, celui des enfants roumains orphelins. Je voudrais saluer la détermination des autorités roumaines à s'attaquer aux racines de ce drame. Il ne s'agit pour nous, naturellement, ni de juger a fortiori, il ne s'agit pas de donner je ne sais quelle leçon, nous en aurions à recevoir également. Il s'agit simplement de soutenir, avec le concours de l'Union européenne, votre volonté exprimée d'assurer à tous les petits Roumains une enfance heureuse et un avenir souriant. Voici un mois, une commission franco-roumaine a été installée par nos deux ministres compétents. Je souhaite qu'elle fasse du bon travail et je suis persuadé que cette question tient également à cœur au législateur roumain, comme il tient à cœur au gouvernement. Plus généralement, le Président Constantinescu et moi-même avons décidé de mettre sur pied, en matière sociale, des programmes de coopération et d'assistance réunissant les organisations humanitaires, les travailleurs sociaux et tous ces volontaires si nombreux et si généreux, roumains et français, qui se dévouent pour lutter chez vous et chez nous contre la misère et contre l'exclusion.

Il conclut son allocution en soulignant sa croyance que la Roumanie doit être membre d'une famille européenne qui encourage la paix, qui est forte ensemble et qui cherche le progrès de ses citoyens. Dans ce milieu pacifique, les deux nations doivent s'aider mutuellement car ensemble elles seront plus fortes.

Voilà, Monsieur le Président du Sénat, Monsieur le Président de la Chambre des députés, Mesdames et Messieurs, le sens que j'ai souhaité donner à ma visite dans votre beau pays. Il y a sept ans, les Roumains rejetaient la tyrannie et recouvreront

la libre disposition de leur destin. Il y a quelques semaines, ils exprimaient fortement leur soif de rénovation, leur détermination à bâtir une société plus moderne, plus solidaire, plus juste. Ils manifestaient leur volonté de rejoindre enfin leur famille : l'Europe. Oui, nos deux nations vont se retrouver au sein d'une Europe unie, prospère et pacifique. Oui, elles y feront valoir ensemble tout ce qui les rapproche déjà : la communauté de leurs origines, une même vision de l'homme, un même attachement à leur identité culturelle. Mais allons encore plus loin ! Elargissons le champ de notre coopération. Multiplions les passerelles entre nos deux peuples. Entre nos chefs d'entreprise, nos investisseurs et nos chercheurs. Organisons le dialogue de nos jeunesse. Ce sont les jeunes qui devront, demain, faire grandir l'Europe et la nourrir d'idéaux et de projets qui seront leurs idéaux et leurs projets. Que vive la Roumanie ! Que vive la France ! Et surtout que vive l'amitié entre la Roumanie et la France !

On peut tirer quelques conclusions en ce qui concerne le discours ci-mentionné :

- a) Le discours a montré encore une fois le « gaullisme » comme une principale source d'inspiration ;
- b) Le discours a eu un objectif performatif, c'est-à-dire il a influencé l'opinion publique ;
- c) Le discours a été en permanence structuré sur une bipolarité franco-roumaine ;
- d) Le pathos et l'ethos ont été les caractéristiques argumentatives du discours du Président français ;
- e) On observe l'utilisation d'un langage affectif, car les relations franco-roumaines sont perçues dans une perspective historique, culturelle, politique, économique et sociale, qui abonde en exemples d'une réalité passée ou présente ;
- f) Le Président français fait le témoignage d'un rattachement à un courant idéologique étant fermement convaincu, comme son prédécesseur, Charles de Gaulle, que l'Europe sera plus forte si elle reste unie, si elle est capable de comprendre que la paix et le progrès social la feront plus puissante. Dans ce contexte, l'adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN de chaque pays ex-communiste doit devenir une réalité immédiate et les pays qui font déjà partie de ces constructions doivent montrer toutes leurs disponibilités pour aider les pays candidats à y adhérer ;
- g) La façon de s'adresser aux Roumains, même s'il tient son discours devant les deux chambres du parlement roumain, est une manière directe, simple, claire, persuasive, s'affichant plutôt comme un ami des Roumains que comme un Président français. Il ne laisse aucune trace de supériorité, d'arrogance. Au contraire, il est modeste, fier d'être en Roumanie, il est empathique avec les Roumains.

Bibliographie

- Corpădean, A.G. 2016. « Vie intellectuelle et libre expression sous le régime de Ceaușescu. Une rupture de la tradition francophone de l'entre-deux-guerres ». *Synergies Roumanie*, n° 11, p. 35-45.
[En ligne]: <http://gerflint.fr/Base/Roumanie11/corpadean.pdf> [consulté le 20 août 2017].
- Forbes, J., Hewlett, N., Nectoux, F. 2001. *Contemporary France: Essays and Texts on Politics, Economics and Society*, Routledge.
- Lhomel, É. 2000. *L'Europe centrale et orientale : dix ans de transformations (1989-1999)*, La Documentation française.
- Wolton, D. 1989. « La communication politique. Construction d'un modèle », *Hermès*, N°. 4, *Le nouvel espace public*.
- [En ligne] : http://www.jacqueschirac-asso.fr/archives-elysee.fr/elysee/elysee.fr/francais/interventions/discours_et_declarations/1997/fevrier/fi003523.html [consulté le 20 août 2017].

Note

1. Discours en ligne : http://www.jacqueschirac-asso.fr/archives-elysee.fr/elysee/elysee.fr/francais/interventions/discours_et_declarations/1997/fevrier/fi003523.html [consulté le 20 août 2017].